



PRÉFET DE LA HAUTE-GARONNE

Direction départementale des territoires

Service environnement, eau et forêt
Unité procédures environnementales

N° S3IC : 68.2426

Arrêté de mise en demeure à l'encontre de la société AFM RECYCLAGE située sur les communes de Colomiers et Plaisance du Touch

N° 0 7 7

Le préfet de la région
Languedoc-Roussillon- Midi-Pyrénées,
Préfet de la Haute-Garonne,
Officier de la Légion d'honneur,
Officier de l'ordre national du Mérite,

Vu le code de l'environnement, notamment les articles L.171-6, L.171-8, L.172-1, L.511-1 et L.514-5 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 5 novembre 2009 réglementant l'exploitation des installations de la société AFM RECYCLAGE, située 27 chemin de la Ménude à Colomiers ;

Vu le courriel du 30 mars 2016 de la société AFM RECYCLAGE relatif à l'absence de contrôle en 2015 sur les rejets canalisés du broyeur de déchets métalliques exploité sur son site;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées du 26 avril 2015, transmis à l'exploitant, conformément à l'article L. 171-6 du code de l'environnement, par courrier du même jour;

Vu le courrier du 3 mai 2016 de la société AFM RECYCLAGE en réponse au courrier susvisé ;

Vu le courrier du 26 mai 2016 de la société AFM RECYCLAGE de transmission du rapport de contrôle des rejets d'effluents atmosphériques de l'installation de broyage, réalisé le 12 avril 2016 ;

Considérant l'absence de contrôle réalisé en 2015 sur les rejets atmosphériques du broyeur de déchets métalliques exploité par la société AFM RECYCLAGE sur son site ;

Considérant que ce constat constitue un manquement aux dispositions de l'article 9.2.1. de l'arrêté préfectoral de 5 novembre 2009 susvisé qui prévoit qu'une mesure annuelle doit être effectuée en sortie du conduit du broyeur sur le débit, la vitesse d'éjection des effluents et les paramètres mentionnés à l'article 3.2.3. de l'arrêté;

Considérant que ce manquement est susceptible de porter atteinte aux intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement et qu'il y a lieu d'y mettre un terme en faisant application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société AFM RECYCLAGE de respecter la prescription rappelée ci-dessus ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Haute-Garonne ;

Arrête :

Art. 1^{er} - La société AFM RECYCLAGE est mise en demeure, pour la poursuite de l'exploitation de ses installations situées 27 chemin de la Ménude à Colomiers, de se conformer aux dispositions de l'article 9.2.1. de l'arrêté préfectoral du 5 novembre 2009 susvisé.

Art. 2 – Les dispositions de l'article 1^{er} ci-dessus doivent être satisfaites dans un délai de trois mois à compter de la date de notification à l'exploitant du présent arrêté.

Art. 3 - A défaut d'exécution dans le délai mentionné à l'article 1^{er}, il sera fait application des sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement, sans préjudice des sanctions pénales.

Art. 4 - Le présent arrêté est susceptible d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Toulouse dans un délais de deux mois à compter de la date de sa notification.

Art. 5 - Le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Garonne, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées et le directeur départemental des territoires de la Haute-Garonne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société AFM RECYCLAGE.

Fait à Toulouse, le 11 0 JUIN 2016

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,

Stéphane DAGUIN

